

~~SECRET~~

ETABLISSEMENT OU RENFORCEMENT DES APPAREILS ILLEGAUX  
PAR LES PARTIS COMMUNISTES DU MONDE LIBRE

**MASTER FILE COPY**

Janvier 1960

**DO NOT REMOVE FROM FILE**

~~SECRET~~

~~SECRET~~

ETABLISSEMENT OU RENFORCEMENT DES APPAREILS ILLEGAUX  
PAR LES PARTIS COMMUNISTES DU MONDE LIBRE

On a remarqué récemment dans plusieurs Partis communistes du monde libre des préparations visant à l'établissement d'un Parti communiste clandestin ou d'un appareil illégal parallèles à l'organisation légale du Parti à découvert. Il existe aussi des indications que certains partis communistes opérant légalement dans des pays où des conditions antérieures de suppression avaient poussé à l'établissement d'appareils illégaux prennent maintenant les moyens voulus pour renforcer leurs appareils. Il y a certaines preuves qui montrent que le fait d'insister sur une organisation illégale concorde avec un plus grand effort fait par chaque Parti communiste en vue de la pénétration de la police et des forces militaires du pays en question. Enfin, il y a des indications que les Partis communistes dans plusieurs pays ont établi une capacité d'action armée, telle qu'une force paramilitaire, ou bien ont démontré qu'ils s'intéressent à une capacité de ce genre. Mais on ne sait pas encore si cette capacité est une partie essentielle de l'organisation illégale déjà en existence (ou prévue, suivant les cas) ou si elle constitue un mécanisme cloisonné du Parti.

---

\* On doit remarquer que l'activité clandestine sous une forme quelconque fait toujours partie des opérations du Parti communiste dans un pays du monde libre, que le Parti soit légal ou illégal. Par exemple, un Parti communiste peut établir un mécanisme ou un appareil clandestin spécial pour faciliter le passage de subventions. Un appareil de ce genre peut être ou ne pas être illégal dans le sens d'être contre les lois du pays, mais les communistes eux-mêmes y font souvent allusion comme étant un "appareil illégal". Le terme "appareil illégal", tel qu'employé dans cet article, se rapporte à une organisation du Parti clandestin séparée de l'organisation conventionnelle du Parti, et dont les membres ne sont généralement pas reconnus comme communistes; dont la raison d'être principale est de pouvoir continuer les opérations du Parti en cas de répression sévère; et qui peut comprendre les dispositions d'organisation nécessaires à une action violente jusqu'aux forces paramilitaires.

~~SECRET~~

~~SECRET~~

Bien que cette façon de faire ait été observée surtout dans les Partis légaux, il y a des indications qu'elle pourrait aussi s'appliquer aux P.C. illégaux. Dans ce cas, des mesures seraient prises pour améliorer et affermir l'organisation illégale du Parti et, si besoin en est, pour établir une capacité paramilitaire.

On a remarqué dans plusieurs des P.C. du monde libre des preuves de cette tendance. Pour beaucoup de ces Partis, la pression des événements locaux fit de la question d'établir un appareil illégal un problème immédiat. Cependant, le fait que ces Partis s'intéressent à des appareils illégaux, comme on l'a signalé, pourrait indiquer une préoccupation semblable de la part d'autres partis du Mouvement communiste international (M.C.I.).

Bien qu'un P.C. fonctionne normalement à la fois par les méthodes à découvert et par les méthodes clandestines, il a tendance à appuyer sur l'une ou sur l'autre suivant les conditions politiques locales et les tactiques du M.C.I. en vigueur à l'époque. Depuis le XXe Congrès du P.C.U.S. en février 1956 le mot d'ordre donné par le M.C.I. aux P.C. du monde libre a été d'employer les méthodes légales, simultanément avec la pénétration, l'exploitation et la manipulation en une offensive massive des forces nationalistes, des forces de gauche bien disposées, et des fédérations syndicales.

Il semble que certains P.C., surtout dans les pays du monde libre où les conditions politiques sont favorables aux tactiques parlementaires légales, se soient servis des moyens légaux à l'exclusion presque complète des opérations clandestines. D'autres P.C. aux ressources limitées ont concentré leurs efforts sur la lutte parlementaire plutôt que de disperser leurs ressources limitées. On croit que cette situation a semblé déplorable au P.C.U.S. qui entrevit que ses tactiques offensives conduiraient soit à des pressions contraires forçant le P.C. à devenir clandestin, soit à une situation favorable permettant au P.C. de prendre le pouvoir. Du point de vue du P.C., dans ces conditions, une organisation clandestine ou un appareil illégal opérant parallèlement au parti à découvert, mais de façon cloisonnée, serait considéré comme essentiel; dans le cas d'une illégalité éventuelle, pour protéger le Parti, et dans le cas où un coup serait tenté, pour jouer si nécessaire un rôle important. On a aussi l'impression que pour le P.C.U.S. la situation semblait laisser à désirer en ce qui concerne certains partis illégaux qui depuis longtemps interdits, avaient donné trop d'importance

~~SECRET~~

~~SECRET~~

aux opérations des agents clandestins, amenant comme conséquence un affaiblissement des membres fondamentaux illégaux du Parti. Par conséquent, le P.C.U.S. semble avoir décidé de prendre les mesures correctives nécessaires.

Le renouveau d'intérêt envers l'établissement d'appareils illégaux ou parallèles par les Partis communistes dans le monde libre semble dater de la réunion de délégations provenant de quelque soixante-cinq Partis communistes à Moscou en novembre 1957 pour la célébration du 40e anniversaire de la Révolution d'octobre. Appuyant sur l'importance de cette réunion pour le M.C.I., la presse soviétique fit remarquer à ce moment-là qu'"il n'y avait pas eu d'événement semblable dans le mouvement communiste depuis plus de vingt ans", faisant ainsi une comparaison évidente avec l'important Septième (et dernier) congrès mondial du Komintern tenu en 1935. Les conclusions de la réunion de Moscou furent incorporées dans la Déclaration des Douze-Partis qui établit la politique du M.C.I. Fait significatif, cette déclaration limitait à "certains pays capitalistes le chemin parlementaire vers le socialisme", ajoutant qu'en cas de résistance par les forces réactionnaires, "on devrait garder à l'esprit la possibilité d'une transition non-pacifique vers le socialisme". A la suite de cette stipulation, les chefs du P.C.U.S. signalèrent secrètement aux représentants des Partis communistes du monde libre l'utilité qu'il y aurait à établir des appareils illégaux ou parallèles, et à redoubler d'efforts dans la pénétration des services de sécurité. Certains des chefs de parti élevèrent des objections quant à l'établissement d'un appareil illégal, avec le résultat qu'aucune décision ferme ne fut atteinte à ce moment-là et que les partis ne s'engagèrent à observer aucune politique précise. Cependant, même les sceptiques furent d'accord quant à l'utilité de redoubler d'efforts dans la pénétration des services de sécurité.

A la suite de la conférence de Moscou de novembre 1957, les représentants soviétiques auraient réitéré à plusieurs Partis communistes le désir du P.C.U.S. de voir s'établir des appareils illégaux. Il semble que ces fonctionnaires aient surveillé de particulièrement près les Partis manifestant une répugnance à se livrer à cette activité. Cependant, le P.C.U.S. dut arriver à quelque succès dans l'ensemble de ses efforts, car en 1958 on rapporta que certains Partis communistes du monde libre avaient atteint divers stades dans l'établissement ou le renforcement d'appareils illégaux et conjointement ou séparément dans la préparation d'activités paramilitaires.

~~SECRET~~

~~SECRET~~

Par la suite, le P.C.U.S. se servit de l'occasion du 21e Congrès du Parti (tenu à Moscou du 27 janvier au 5 février 1959 et auquel assistèrent les délégations de quelques soixante-douze P.C.) pour insister encore auprès de certains partis communistes choisis du monde libre au sujet de la nécessité d'établir des appareils illégaux et de développer une capacité d'action armée en cas de besoin. Des directives portant sur ces points furent données aux représentants de certains P.C. du monde libre présents au Congrès par des officiels du P.C.U.S. y compris Khrouchtchev lui-même. Des directives semblables furent données par les officiels du Parti communiste de Chine (P.C.C.), y compris MAO-tsé-toung, aux représentants des P.C. de l'Amérique latine qui visitèrent Pékin après le 21e Congrès du P.C.U.S.

En vue de guider un certain nombre de P.C. européens, Khrouchtchev aurait déclaré qu'une période décisive pour la paix mondiale était proche et que l'organisation clandestine du Parti devait être inspectée et raffermie en vue de ce grave projet. Il insista qu'un appareil illégal puissant était indispensable à cause de la possibilité d'interdiction des P.C. dans le monde libre.

En ce qui concerne les Partis communistes dans le Moyen Orient et l'Extrême Orient, les principaux officiels du P.C.U.S. et du P.C.C. firent remarquer que des coups militaires récents (comme en Birmanie, au Pakistan et au Soudan) et le développement de mesures de répression anticomuniste par les gouvernements de ces pays menaçaient sérieusement la survivance des P.C. Un des Partis communistes du Moyen Orient et peut-être d'autres furent exhortés à résister à cette menace en développant des appareils capables de résistance armée ou tout au moins en édifiant le cadre d'un parti clandestin. On leur donna aussi l'instruction d'intensifier leurs efforts pour la pénétration des cercoles militaires et de la police de leurs pays.

En ce qui concerne l'Amérique latine, les officiels du P.C.C. expliquèrent en détail la nécessité d'établir des appareils illégaux aux représentants de plusieurs Partis communistes de l'Amérique latine visitant la Chine communiste en février et mars 1959 à l'issue du 21e Congrès du P.C.U.S. Cette explication fut donnée sous couleur d'encourager les P.C. de l'Amérique latine à continuer la "lutte pour la libération nationale" que la révolution cubaine avait démontré pouvoir réussir dans l'arrière-train impérialiste. Bien que le P.C.C. approuve la révolution armée qui eut lieu à Cuba, la recommandation fut faite qu'ailleurs on essaie d'abord des

~~SECRET~~

~~SECRET~~

tactiques pacifiques et légales. Le moment de la lutte armée serait déterminé par les conditions de l'oppression impérialiste plutôt que par la décision des communistes mêmes. Les Partis communistes doivent être prêts à cette éventualité, et un appareil illégal fonctionnant parallèlement à un Parti communiste légal ou semi-légal doit être établi dans chaque pays. L'important, d'après les officiels du P.C.C., n'était pas tant que le Parti communiste ait des membres nombreux, mais qu'il ait une organisation clandestine en réserve et protégée.

Les officiels du P.C.C. insistèrent que la connaissance de l'existence du Parti communiste illégal devait être limitée aux membres du comité central du P.C. légal, et mieux encore à seulement quelques-uns d'entre eux. Le P.C. illégal ne devait jamais venir au jour, même si les conditions de légalité le permettaient. Si une partie du P.C. illégal ou l'un de ses membres perdait contact, pour cause d'investigation ou de répression, l'unité ou l'individu "perdu" devait devenir membre du P.C. légal à découvert sans même mentionner le P.C. illégal. Le Parti communiste illégal devait être organisé de façon strictement cloisonnée de façon à éviter une destruction complète quand une partie en était découverte.

Les officiels du P.C.C. firent observer que le P.C.C. avait employé ce système avec succès, particulièrement à Changhaï, où sans cela le P.C.C. n'aurait pas eu autant de succès. Ils ajoutèrent qu'un Parti communiste vraiment clandestin opérant de concert avec un P.C. légal est essentiel pour éviter le désastre qu'amènerait une répression totale. De plus, le P.C. illégal parallèle, en plus de ses devoirs normaux, est bien placé pour obtenir une aide financière de diverses sources aussi bien pour les organisations du P.C. à découvert que pour le P.C. clandestin, et pour faciliter le rassemblement de renseignements.

Il semble que le P.C.U.S. et le P.C.C. soient d'accord que les divers P.C. doivent opérer légalement, si possible, tout en tenant un appareil illégal en réserve pour la défense du Parti ou pour une action offensive au moment voulu. Cependant, dans les limites d'une liaison et d'une aide fraternelles de plus en plus développées telles qu'approuvées par le P.C.U.S., le P.C.C., en guidant et éduquant d'autres P.C., a insisté sur le travail clandestin, citant en particulier des exemples pratiques tirés de sa propre ascension au pouvoir. D'un autre côté, l'éducation des fonctionnaires de P.C., par le P.C.U.S. s'est fait, semble-t-il, d'une façon plus académique.

~~SECRET~~

~~SECRET~~

Il y a aussi quelque évidence que le P.C.C. dans la direction et l'éducation d'autres P.C. cherche à développer son influence et à gagner en stature dans le M.C.I. en présentant sa propre expérience comme plus récente et plus susceptible d'aider des partis occupés actuellement à des "luttres pour la libération nationale" que l'expérience de n'importe quel autre Parti communiste. Il semble que les communistes de l'Amérique latine en particulier aient de plus en plus tendance à considérer le P.C.C. comme leur guide vers la révolution étant donné que les problèmes qui se sont posés au P.C.C. sont semblables à ceux qui se posent aux communistes de l'Amérique latine, et que par conséquent l'expérience du P.C.C. a une grande applicabilité. Et comme le travail clandestin joua un très grand rôle dans la montée du P.C.C. au pouvoir, on peut s'attendre à ce que les appareils illégaux soient plus développés dans les P.C. susceptibles d'être influencés par le P.C.C.

Dans les cas qui ont été signalés de Partis communistes établissant une organisation clandestine du Parti ou améliorant une organisation déjà en existence, le degré de progrès varie d'un parti à l'autre. Dans certains cas, seules les préparations initiales ont été faites dans le cas où le parti serait interdit. Ces préparations comprennent les dispositions voulues pour mettre en sûreté les documents et les effets mobiliers de valeur, pour l'établissement de voies de communications sûres, pour désigner des remplaçants éventuels pour les chefs de cadre, et pour l'entraînement des individus choisis pour constituer le Parti clandestin. Dans d'autres cas, les préparations d'organisation ont progressé au point qu'un cadre clandestin existe, les chefs ayant été choisis et les membres secrets du Parti recrutés et instruits. Dans certains cas, les mesures d'organisation ont été jusqu'à comprendre l'établissement de groupes paramilitaires clandestins ou "troupes de choc", l'acquisition et la déposition d'armes dans des caches, l'entraînement paramilitaire, et les préparations au sabotage (y compris l'entraînement à la préparation d'explosifs et autres techniques de sabotage). Toutefois, comme on l'a fait remarquer ci-dessus, le rapport exact entre la structure paramilitaire d'un Parti et l'appareil illégal de ce Parti n'est pas clair.

Dans certains cas, des membres secrets choisis du P.C. furent désignés pour former un Parti ostensiblement non-communiste pour pouvoir opérer légalement dans le cas où le Parti communiste serait interdit. L'emploi d'un Parti crypto-communiste opérant légalement est bien entendu une technique communiste reconnue dans les pays où le P.C. est à la fois illégal et interdit.

~~SECRET~~

~~SECRET~~

Les individus mêlés à l'établissement d'appareils illégaux ou de forces paramilitaires semblent en règle générale tomber dans une ou dans plusieurs des catégories suivantes:

a. Des individus reconnus dans le passé comme représentants du groupe dans le P.C. le plus enclin aux tactiques violentes.

b. Des personnes ayant eu de l'expérience dans des activités illégales ou paramilitaires.

c. Des personnes occupant dans le Parti des postes qui ont toujours été mêlés à l'établissement d'appareils illégaux (par exemple: secrétaire d'organisation, président du comité de contrôle, chef de la section des cadres.)

Il est possible qu'une période d'entraînement dans le Bloc satellite soit aussi une caractéristique permettant d'identifier les personnes mêlées aux appareils illégaux. Alors que cet entraînement, d'après ce qu'on en sait, doit être surtout idéologique, on a lieu de croire qu'il y est aussi question d'"expérience dans le travail clandestin" et d'"expérience dans la lutte armée."

~~SECRET~~